

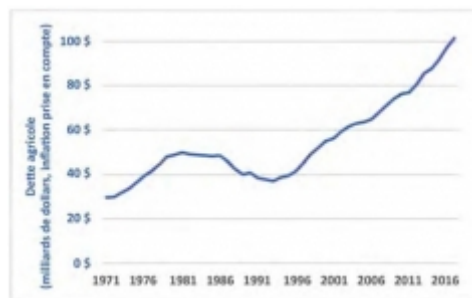
Stratégies de transformation des fermes canadiennes dans le contexte du changement climatique

18 mars 2020

Réalisé à la demande de l'Union nationale des fermiers (UNF), ce rapport traite des évolutions de l'agriculture canadienne face au changement climatique. Partant du constat d'une double crise, agricole et climatique, l'auteur souhaite montrer que favoriser une nouvelle forme d'agriculture, rentable, permet de lutter contre le changement climatique.

Il dresse d'abord un état des lieux et montre que l'agriculture, par l'utilisation importante d'intrants, émet 12 % des émissions nationales de gaz à effet de serre. En moyenne, le Canada pourrait connaître plus généralement une augmentation de la température de 3,2 à 6,4 °C sur les 100 prochaines années, ainsi que des événements climatiques extrêmes (inondations et sécheresses notamment).

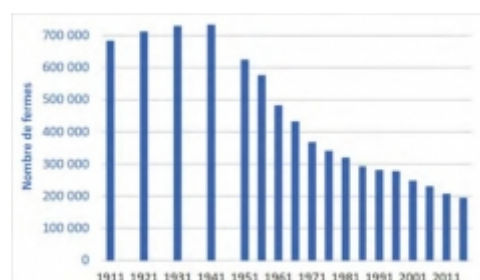
Évolution de la dette agricole nationale, 1971-2018



Source : UNF (d'après Statistique Canada)

Par ailleurs, le rapport met en avant la dette agricole de plus en plus importante (106 milliards de \$), liée aux matériels, aux services bancaires et aux intrants (semences, engrais, etc.). De 1985 à 2018, 95 % du chiffre d'affaires des fermes ont été consacrés à ces derniers. Dans ce contexte, de nombreux foyers agricoles doivent avoir une source de revenus externe à l'exploitation. La diminution du nombre de structures est également notable, en une génération, avec par exemple une réduction du groupe des jeunes chefs d'exploitation de 68 % sur les 25 dernières années.

Évolution du nombre d'exploitations agricoles au Canada, selon les données recueillies lors des recensements de 1911 à 2016



Source : UNF (d'après Statistique Canada)

Pour favoriser la pérennité économique des exploitations et ainsi lutter contre le changement climatique, l'auteur propose ensuite des pistes de réflexion : réduction des intrants (notamment azotés), utilisation de tracteurs électriques ou à hydrogène, investissement dans les énergies renouvelables, agriculture biologique, conservation des sols, rotation des cultures, agriculture de précision, systèmes d'élevage à « taille humaine » et basés sur une alimentation à l'herbe, etc. Il préconise un engagement plus fort des pouvoirs publics dans la transition écologique, par exemple via une taxation du carbone couplée à un remboursement de la taxe pour les producteurs diminuant leurs intrants.

Tiphaine Le Mao, stagiaire au Centre d'études et de prospective

Source : [Union nationale des fermiers](#)